

Table des matières

Les mutations de la justice familiale	7
<i>Geoffrey WILLEMS</i>	
Introduction	7
Chapitre 1. Le nouveau statut de protection du majeur incapable	8
Section 1. Les objectifs de la loi	8
Section 2. Les lignes de force de la réforme	8
§ 1. Déjudiciarisation : le mandat extrajudiciaire	9
§ 2. Personnalisation : l'administrateur et la personne de confiance	9
§ 3. Flexibilité des solutions : la protection « sur mesure »	11
§ 4. Flexibilité de la temporalité : l'accès direct au juge et l'évaluation obligatoire	12
Section 3. La mise en œuvre de la réforme	13
Chapitre 2. La réforme de la procédure de liquidation-partage	14
Section 1. Les objectifs de la loi	14
Section 2. Les lignes de force de la réforme	14
§ 1. Déjudiciarisation : le partage amiable	15
§ 2. Personnalisation : le notaire-liquidateur unique, actif et conciliateur	15
A. Le notaire-liquidateur unique	16
B. Le notaire-liquidateur actif et conciliateur	16
§ 3. Flexibilité des solutions : un droit patrimonial de la famille ouvert et flexible ?	17
§ 4. La flexibilité de la temporalité : fluidification et évolutivité de la procédure	19
Section 3. La mise en œuvre de la réforme	20
Chapitre 3. La création du tribunal de la famille	21
Section 1. Les objectifs de la loi	21
Section 2. Les lignes de force de la réforme	21
§ 1. Déjudiciarisation : la promotion des MARC	22
§ 2. Personnalisation : un juge unique, actif et conciliateur	22
A. « Une famille, un dossier, un juge » ?	23

B. La chambre des règlements amiables	25
§ 3. La flexibilité des solutions : un droit familial ouvert et flexible	26
§ 4. La flexibilité de la temporalité : fluidification et évolutivité de la procédure	27
Section 3. La mise en œuvre de la réforme	29
Conclusion	29
L'influence du droit commercial sur le conflit familial	31
<i>Michel LEMAL</i>	
Introduction	31
Chapitre 1. Faillite, séparation et divorce	31
Section 1. Généralités	31
Section 2. Procédures judiciaires	32
Section 3. Faillite et aliments	33
§ 1. Secours alimentaire	33
§ 2. Obligations alimentaires à charge du failli	34
Section 4. Droits du curateur à l'égard du patrimoine des époux	35
§ 1. Introduction	35
§ 2. Biens atteints par le dessaisissement	35
§ 3. Aperçu des droits du curateur à l'égard des biens des époux	36
A. Droit du curateur de vendre le logement principal et le patrimoine commun sans autorisation (article 96, L.F.)	36
B. Détermination des biens que le curateur peut vendre	37
1. Époux mariés sous le régime de séparation de biens	37
2. Époux mariés sous le régime légal	38
§ 4. Incidence de la séparation des époux	40
§ 5. Incidence du divorce des époux	40
§ 6. Droit du curateur de vendre la part du failli dans les biens communs à son (ex-)conjoint	41
Section 5. Liquidation du régime matrimonial	41
§ 1. Problèmes liés à l'établissement des comptes de récompense	42
§ 2. Ordre du règlement des récompenses et du passif	43
§ 3. Sort des avantages matrimoniaux	45
§ 4. Sort des créances subsistant après partage	46
Chapitre 2. Excusabilité, séparation et divorce	46
Section 1. Effets de l'excusabilité pour le failli	46

Section 2. Effets de l'excusabilité sur le conjoint du failli	47
Section 3. Incidence de la séparation des époux	50
Section 4. Incidence du divorce	50
Chapitre 3. La décharge des engagements de caution	51
Chapitre 4. Détermination de la capacité contributive du commerçant ou de l'administrateur de société	52
Section 1. Capacité contributive du commerçant	52
Section 2. Capacité contributive de l'administrateur ou du gérant de société	55
 Le juge des saisies et les problématiques concernant respectivement les frais extraordinaires d'entretien et d'éducation des enfants communs des parties et l'astreinte destinée à garantir le droit d'un des parents aux relations personnelles avec son enfant	59
<i>Pierre DELATTE</i>	
Chapitre 1. Les frais dits extraordinaires	59
Chapitre 2. L'astreinte	69
Conclusion générale	75
 L'abattement fiscal pour enfants à charge dans tous ses états	77
<i>Jean-Emmanuel BEERNAERT</i>	
Introduction	77
Chapitre 1. Bénéficiaire de l'abattement	79
Section 1. Les enfants font partie du ménage de leurs parents, imposés en commun	79
Section 2. Les enfants font partie du ménage unique de leurs parents, imposés en tant qu'isolés	82
Section 3. Date à prendre en considération	83
Chapitre 2. Les parents séparés ou divorcés et le partage de l'abattement pour enfants à charge	85
Section 1. L'année de la séparation	85
§ 1. Monsieur X et madame Y étaient des cohabitants de fait	85

§ 2. Monsieur X et madame Y sont (toujours) des époux (ou des cohabitants légaux)	87
Section 2. Le partage de l'abattement fiscal pour enfants à charge	89
§ 1. Genèse de cette disposition légale	89
§ 2. Questionnements et évolution(s)	91
A. Évolution en matière de précompte immobilier	91
B. Questions concernant le champ d'application de l'article 132 <i>bis</i> CIR	94
Chapitre 3. Les ressources autorisées	98
Section 1. Les différents plafonds de ressources autorisées	99
Section 2. La notion de ressources et les exclusions prévues par la loi	100
Section 3. Le calcul des ressources nettes	104
Section 4. Optimalisation des contributions alimentaires en fonction du plafond légal des ressources autorisées et vérification de l'imposition éventuelle dans le chef de l'enfant	105
Section 5. Risques inhérents au dépassement du plafond des ressources autorisées	109
§ 1. Exemples	109
§ 2. La double peine en matière fiscale	112
§ 3. La réponse de la Cour constitutionnelle	113
§ 4. Ébauches de solutions	115
Conclusion	117

Lorsque le familial se prend les pieds dans le pénal : tour d'horizon des infractions à caractère familial

Frank DISCEPOLI

Chapitre 1. Les infractions corporelles au sein de la sphère familiale	119
Introduction	119
Section 1. L'attentat à la pudeur	120
§ 1. Éléments constitutifs	120
A. L'élément matériel	121
1. Acte d'une certaine gravité	121
2. Absence de consentement	122
a) Violences ou menaces	122
b) Âge de la victime	123
c) L'incidence du contexte familial sur l'infraction	124
B. L'élément moral	125

§ 2. La peine et l'influence sur celle-ci du contexte familial	125
Section 2. Le viol	126
§ 1. Éléments constitutifs	127
A. L'élément matériel	127
1. Un acte de pénétration sexuelle	127
2. L'absence de consentement	128
B. L'élément moral	129
§ 2. La peine et l'influence du contexte familial	129
Section 3. L'homicide	131
§ 1. Éléments constitutifs	131
§ 2. Analyse du parricide, de l'infanticide et de l'avortement	132
A. Le parricide	132
B. L'infanticide	132
C. L'avortement	132
§ 3. La peine et l'influence du contexte familial	133
Section 4. Les lésions corporelles volontaires	134
§ 1. Les éléments constitutifs	134
A. L'élément matériel	134
1. La règle générale	134
2. Le cas particulier de la « fessée »	135
B. L'élément moral	136
§ 2. La peine et l'influence sur celle-ci du contexte familial	137
Section 5. La torture et le traitement inhumain et dégradant	137
§ 1. Éléments constitutifs	137
§ 2. L'influence du contexte familial	138
Chapitre 2. Le recel successoral: un délit civil aux couleurs du droit pénal?	139
Introduction	139
Section 1. Les éléments constitutifs du recel successoral	139
§ 1. L'élément matériel	140
§ 2. L'élément intentionnel: la fraude aux droits des autres héritiers	142
Section 2. Les sanctions civiles appliquées en cas de recel successoral	142
Section 3. L'exception de repentir	144
Section 4. La consommation de l'infraction	145
Section 5. L'administration de la preuve	146
Section 6. La prescription de l'action	147
Section 7. L'influence du juge pénal sur le juge civil	148

Chapitre 3. Le refus de représentation d'un mineur et l'abandon de famille	149
Section 1. Le refus de représentation d'un mineur	150
§ 1. Le refus de représentation d'un mineur par celui qui en a la charge	151
A. Les éléments constitutifs	151
1. Le défaut de représentation	151
2. Un mineur âgé de moins de douze ans	152
3. Une personne qui s'est vu confier la charge du mineur	152
4. La volonté de ne pas représenter un mineur aux personnes qui ont le droit de le réclamer	152
B. Infraction continue	153
C. Circonstances aggravantes	154
D. La tentative	154
§ 2. La transgression de la décision statuant sur la garde de son enfant mineur	155
A. Les éléments constitutifs	155
1. Le père ou la mère d'un enfant mineur	156
2. Une décision judiciaire ou administrative exécutoire statuant sur la garde de son enfant mineur	156
3. Le non-respect de la décision judiciaire ou administrative statuant sur la garde de son enfant mineur	156
4. La volonté de soustraire son enfant mineur, de ne pas le représenter, de l'enlever ou de le faire enlever	156
B. Infraction instantanée	157
C. Localisation	158
D. Circonstances aggravantes	158
E. Tentative punissable	158
Section 2. L'abandon de famille	158
§ 1. Les éléments constitutifs	159
A. Une obligation légale alimentaire	159
B. Une décision judiciaire (ou une convention de divorce par consentement mutuel ou une convention réglant la pension alimentaire après divorce pour désunion irrémédiable) consacrant l'obligation alimentaire qui ne peut plus être frappée d'opposition ou d'appel	160
C. Une abstention d'en acquitter les termes pendant plus de deux mois	160
D. L'élément moral	161
§ 2. Localisation	162
§ 3. L'action civile	162